

Israël détient des civils à Gaza. Nombre d'entre eux ont disparu, selon leurs familles.

Description

Par Miriam Berger et Hajar Harb, le 11 décembre 2023



Des habitant-e-s quittent le quartier des tours Hamad à Khan Younis le 2 décembre après les attaques israéliennes. (Loay Ayyoub pour le Washington Post)

JERUSALEM – Les forces israéliennes ont détenu des civils palestiniens à Gaza au cours des deux mois de guerre, selon les membres des familles et les groupes de défense des droits, qui disent n'avoir reçu aucune information sur le lieu de détention, les conditions ou les charges retenues contre les disparus.

Un grand nombre des personnes détenues ont été arrêtées par les forces israéliennes alors qu'elles fuyaient vers le sud ou lors de raids dans le nord, ont indiqué des amis et des membres de la famille dans plus d'une douzaine d'entretiens. Certains ont été détenus pendant des heures, à l'extérieur ou dans des remorques métalliques, puis relâchés. D'autres ont disparu.

Des membres de la famille ont déclaré au *Washington Post* qu'ils avaient vu des parents n'ayant aucun lien avec le [Hamas](#) ou des groupes armés être emmenés par des soldats israéliens sous la menace d'une arme et qu'ils n'avaient plus aucune nouvelle d'eux depuis lors.

Mahmoud Almadhoun, son fils de 13 ans, son père de 72 ans et plusieurs autres membres de sa famille ont été arrêtés jeudi. Ce matin-là, des chars israéliens sont passés devant la maison familiale à Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza en proie aux flammes. Les soldats leur ont ordonné, ainsi qu'à des dizaines d'autres hommes, de sortir.

Dans une vidéo largement diffusée, on voit Almadhoun, 33 ans, en sous-vêtements sur le sol, au milieu d'une file d'hommes. Ils sont restés assis pendant des heures, a-t-il déclaré au *Post* samedi, avant que les soldats ne leur attachent les mains et ne les fassent monter dans des camions. Ils ont été conduits par des voitures jusqu'à une plage située quelque part entre Beit Lahia et l'intérieur d'Israël. Almadhoun craignait de ne pas revenir. « Aucune des personnes détenues n'appartenait au Hamas ou à un quelconque groupe de combattants », a-t-il déclaré.

Les forces israéliennes affirment être à la recherche de membres du Hamas et de personnes ayant participé à l'attaque du groupe militant contre Israël le 7 octobre, lorsque des combattants sont

sortis de Gaza, tuant 1 200 personnes et en prenant 240 autres en otage. Israël a répondu par une campagne militaire dont les commandants affirment qu'elle vise à éradiquer le groupe militant en tant que force politique et militaire à Gaza. Cette campagne a tué plus de 17 000 personnes à Gaza, selon le ministère de la Santé de Gaza.

Les autorités israéliennes n'ont toutefois pas précisé le nombre de personnes détenues, les motifs juridiques de leur détention ni leur lieu de détention, ni s'il s'agit de Gaza ou d'Israël. Les Forces de défense israéliennes ont renvoyé les questions au Shin Bet, le service de sécurité intérieure israélien. Le Shin Bet n'a pas répondu aux demandes de commentaires.

Yasser Alyan a déclaré au *Post* qu'il avait vu pour la dernière fois Ahmed al-Lahman, 20 ans, qu'il décrivait comme un fils de substitution, le 20 novembre, alors qu'ils marchaient vers le sud. La famille fuyait Beit Lahia par la route de Salah al-Din, l'itinéraire qu'Israël avait dit aux gens de prendre.

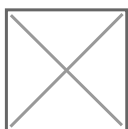
Ce qui s'est passé ensuite a suivi un schéma qui s'est imposé. Lorsque la famille a atteint le poste de contrôle de Netzarim, sur le site d'une ancienne colonie israélienne, les soldats ont appelé Lahman. Alyan ne l'a pas revu depuis.

La famille a attendu pendant des heures, selon Alyan, jusqu'à ce que les soldats israéliens tirent dans leur direction et les avertissent de partir. Un parent qui était détenu avec Lahman, mais qui a été relâché ce jour-là, a dit à Alyan qu'ils ont été obligés de se déshabiller jusqu'aux sous-vêtements et de passer devant ce qui semblait être un scanner de reconnaissance faciale, a-t-il dit.

M. Lahman, chanteur amateur, « n'avait aucun lien avec une quelconque organisation ou orientation politique, c'est pourquoi nous sommes choqués et surpris par son arrestation », a déclaré M. Alyan. Lui et sa femme ont contacté à plusieurs reprises le Comité international de la Croix-Rouge. L'organisation a déclaré qu'elle ne disposait d'aucune information.

Le CICR a reçu plus de 3 000 signalements de personnes disparues à Gaza entre le 7 octobre et le 29 novembre, a indiqué Sarah Davies, porte-parole du CICR. Elle n'a pas pu préciser combien d'entre eux concernaient des détentions.

La vidéo d'Almadhoun, qui figure parmi les premières images diffusées par les médias israéliens, donne une idée de l'ampleur et des conditions de certaines arrestations.



Des soldats israéliens montent la garde devant des Palestiniens détenus dans une rue de Beit Lahia, dans la bande de Gaza, sur cette image obtenue par Reuters vendredi. (Obtenue par Reuters/via REUTERS)

Les médias israéliens ont rapporté, sans citer de sources, que les vidéos montraient des membres du Hamas. Des amis et des membres de la famille de plusieurs des personnes

photographiées ont déclaré au *Post* que leurs proches avaient été enlevés à leur domicile et qu'ils n'avaient aucun lien avec le Hamas ou un quelconque groupe armé.

Le porte-parole du gouvernement israélien, Eylon Levy, a déclaré vendredi que les personnes figurant sur les images étaient des « hommes d'âge militaire » trouvés dans des « bastions du Hamas » et « des zones où les civils étaient censés avoir évacué ».

« Ces personnes seront interrogées et nous déterminerons qui était effectivement un terroriste du Hamas et qui ne l'était pas », a-t-il déclaré.

Le porte-parole des forces de défense israéliennes, Daniel Hagari, a déclaré vendredi que l'armée avait arrêté plus de 200 suspects au cours des dernières 48 heures à Gaza et en avait interrogé des dizaines.

Hani Almadhoun, directeur de la philanthropie à l'UNRWA USA, basé à Washington, a déclaré au *Post* qu'il avait été choqué de voir son frère Mahmoud, 32 ans, dans la vidéo.

Un autre de ses frères a été tué lors d'une frappe aérienne le 24 novembre, juste avant le début d'une trêve humanitaire d'une semaine.

Mahmoud Almadhoun a déclaré qu'à la plage, les soldats les ont injuriés, les ont scannés avec ce qui semblait être un équipement de reconnaissance faciale et les ont laissés en sous-vestements, exposés aux éléments. Lorsqu'ils demandaient de la nourriture ou de l'eau, les soldats leur donnaient des coups de pied ou les insultaient.

Peu après minuit, les soldats les ont transportés, ainsi que d'autres hommes, plus près de Beit Lahia et les ont laissés rentrer à pied, pieds nus.

Deux de ses cousins en âge d'aller à l'université, qui n'étaient impliqués dans rien, ne sont pas revenus, a déclaré Hani Almadhoun.

Le ministre de la Santé de Gaza affirme qu'Israël a arrêté 36 travailleurs-euses médicaux, médecins, infirmières et ambulanciers dont on ne sait pas où ils se trouvent. Le plus connu est le directeur de l'hôpital al-Shifa, Mohamed Abu Salmiya, qui, selon les FDI, a permis au Hamas d'utiliser les bunkers situés sous l'hôpital comme centre de commandement. Le ministre et le personnel médical nient cette accusation.

Hana Herbst, porte-parole de l'autorité pénitentiaire israélienne, a déclaré qu'elle ne pouvait pas faire de commentaires sur des cas particuliers.

Le droit international autorise les forces militaires à détenu des combattants. Mais elles ne peuvent arrêter ou détenu des civils que « si c'est absolument nécessaire », a déclaré Omar Shakir, directeur de *Human Rights Watch* pour Israël et la Palestine. Les civils doivent être inculpés dans les 48 heures et autorisés à contester leur détention, entre autres protections, a-t-il dit, ou libérés.

« Il faut placer la barre très haut si l'on veut détenu des civils », a déclaré M. Shakir. On ne peut pas se contenter de dire : « N'importe qui peut nous attaquer à tout moment ».

« Les pratiques de détention abusives et discriminatoires d'Israël au cours des décennies d'occupation soulèvent des doutes importants quant à la conformité de la détention à ces normes », a-t-il ajouté.

« La loi israélienne sur les combattants illégaux permet de placer les Palestiniens de Gaza en détention administrative, une forme d'incarcération sans inculpation ni procès que les autorités peuvent renouveler indéfiniment », a déclaré M. Shakir.

L'autorité pénitentiaire israélienne a déclaré ce mois-ci que 260 habitants de Gaza étaient détenus en vertu de la loi au 1er décembre. Il n'y a pas eu de procès à quel étaient les cas recensés.

Le Shin Bet détient un nombre inconnu de militant-e-s arrêté-e-s en Israël lors de l'attaque du Hamas du 7 octobre. Les forces israéliennes à Gaza ont depuis arrêté d'autres combattants dans le cadre de la guerre. Des centaines de travailleurs-euses gazaoui-e-s bloqué-e-s en Israël ont également été emprisonné-e-s.

Hamoked, a déclaré que l'organisation avait reçu plus de 115 appels de membres de familles de personnes détenues au poste de contrôle de Netzarim. Dans deux cas seulement, la personne a été libérée.

« La question est de savoir où sont les autres », a-t-elle déclaré. « Où sont-ils physiquement et quel est leur statut juridique ? »

Au moins 16 femmes de Gaza ont été incarcérées en Israël. Depuis le 7 octobre, les autorités refusent aux prisonnier-e-s palestinien-ne-s l'accès à des avocats ou au CICR, selon la *Palestinian Prisoners' Society*.

L'enseignante Khawla Salem, 40 ans, affirme que sa fille de 19 ans, Aseel, est une de ces prisonnières.

Le 22 novembre, Khawla Salem, son mari et leurs trois enfants ont quitté leur domicile dans le camp de réfugiés de Jabalya, où son fils de 16 ans avait été tué lors d'une grève, et se sont dirigés vers le sud en direction de Khan Younis. Alors qu'ils approchaient du poste de contrôle de Netzarim, Salem a déclaré que des soldats ont arrêté le groupe et leur ont demandé de se présenter devant ce qui semblait être un scanner de reconnaissance faciale. Des tireurs d'élite et des chars les ont encerclés.

Aseel et Mays, 9 ans, ont été convoqués dans des remorques métalliques. Les soldats, a raconté Mays au *Post*, lui ont demandé sa carte d'identité, l'ont interrogée sur son école et ont insulté sa sœur. Aseel a supplié les soldats de libérer Mays.

Celle-ci a été libérée au bout de quatre heures. Mais elle n'a pas eu de nouvelles d'Aseel, qui marche en boitant. Pendant que Salem attendait, d'autres femmes lui ont raconté que les détenus étaient interrogés, fouillés et battus.

Lama Khatour, une Palestinienne de Cisjordanie, était détenue à la prison de Damon, dans le nord d'Israël, lorsque des femmes gazaoui-es vêtues d'uniformes bruns distincts, sans foulard, sont

arrivées. À travers les murs, elle a appris leurs noms. L'une d'elles s'appelait Aseel.

Khatour, qui a été libérée le mois dernier dans le cadre de l'échange d'otages israélien-ne-s contre des prisonnier-e-s palestinien-ne-s, a déclaré que les femmes avaient peu de nourriture et dormaient à même le sol. Plusieurs d'entre elles ont déclaré avoir été battues. L'une d'entre elles allaitait.

« Il n'y avait pas de charges claires contre eux », a déclaré M. Khatour. « Ils nous ont dit que l'objectif était de recueillir autant d'informations que possible sur leurs familles et leur environnement. »

Harb a fait son reportage depuis Londres.

Miriam Berger est rédactrice pour le *Washington Post* depuis Washington, D.C. Avant de rejoindre le *Post* en 2019, elle était basée à Jérusalem et au Caire et a réalisé des reportages indépendants au Moyen-Orient, ainsi que dans certaines régions d'Afrique et d'Asie centrale.

Hajar Harb est une journaliste indépendante palestinienne et une productrice basée à Londres.

Source : [The Washington Post](https://www.washingtonpost.com)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2023/12/11